de comtés" fonctionne, depuis 1926. Son objet est de fournir un service régulier à temps continu pour chaque comté ou groupe de deux ou trois comtés voisins qui sont compris dans l'organisation. Il y a maintenant 63 unités de ce genre qui embrassent 74 comtés. Les officiers de santé des anciens districts, dont le nombre est maintenant réduit à 7, voient aux quelques comtés non encore organisés en unités sanitaires. Plusieurs municipalités, comme Montréal, Sherbrooke, Westmount et Québec, ont leurs propres bureaux de santé.

Le département de la Santé maintient, outre son service administratif, les divisions suivantes: laboratoires, génie sanitaire, démographie, hygiène mentale, institutions de charité publique, districts et unités sanitaires, épidémiologie, hygiène industrielle, alimentation (y compris hygiène maternelle et puériculture), maladies vénériennes, tuberculose, enseignement de l'hygiène, enseignement de l'hygiène dentaire, publicité, etc.

Des services sont offerts sous forme de consultations, conférences publiques, inspections scolaires, cliniques ambulantes de pédiatrie et de tuberculose, enquêtes de toutes sortes, immunisation, assainissement, etc. Vingt-sept dispensaires anti-tuberculeux ont été établis ainsi que 70 cliniques de pédiatrie, y compris celles qui sont subventionnées par le gouvernement provincial.

Une loi destinée à combattre la tuberculose dans la province a été adoptée à la session de la législature de Québec en 1946. Elle autorise le ministre de la Santé à organiser le dépistage des cas de tuberculose et à contribuer à la construction et à l'entretien de sanatoriums pour tuberculeux et à la formation de spécialistes dans le traitement de cette maladie, ainsi qu'à entreprendre des campagnes éducatives pour la combattre. Un comité consultatif a été également établi pour assurer l'application pratique et efficace de la loi.

Ontario.—Le ministère de la Santé est dirigé par un ministre, un sous-ministre qui est aussi médecin en chef et un sous-ministre adjoint.

Les services de santé publique du ministère comprennent les divisions suivantes: administration de la santé publique; Service public d'infirmières; hygiène maternelle et infantile; services dentaires; épidémiologie; lutte antivénérienne; lutte antituberculeuse; hygiène industrielle; services de laboratoire; administration des hôpitaux pour maladies mentales; et génie sanitaire. Il y a aussi des sections pour la surveillance de certains aspects des centres de traitements médicaux dans toute la province, y compris les hôpitaux généraux publics et les hôpitaux privés et l'immatriculation des infirmières. Sous l'administration de la santé publique, 20 unités sanitaires dotées d'un personnel qualifié fonctionnent le 31 décembre 1947.

Les fonctions de la Division du service public d'infirmières sont: a) intéresser et renseigner les commissions locales de santé au sujet de l'organisation et du perfectionnement du service; et b) collaborer avec les organismes bénévoles de santé, d'infirmières, etc. Moyennant certaines conditions, une aide financière est accordée aux infirmières immatriculées pour des études post-scolaires dans le domaine de la santé publique.

La Division de l'hygiène maternelle et infantile est chargée d'appliquer la modification apportée en 1946 à la loi sur la santé publique, modification qui pourvoit à un examen médical gratuit durant chaque période de grossesse chez les femmes domiciliées dans la province. Le gouvernement paye cette dépense et verse l'honoraire au médecin choisi par la patiente. Durant 1947, de 40 à 50 p. 100 des femmes qui allaient être mères ont profité de cette mesure.